

O U V R I È R E S.

Numéro 13

M A I 1959.

- Informations sur l'Italie -

LA GALILEO et FLORENCE.

A la fin du mois de janvier dernier a éclaté à Florence, on s'en souvient, un conflit d'une grande violence, comme l'Italie n'en avait pas connu depuis de nombreuses années. La ville fut occupée pendant deux jours par les manifestants et l'ordre ne fut rétabli que par l'intervention de forces de police considérables, amenées à la hâte de villes plus ou moins proches, notamment de Livourne.

A l'origine de ce conflit se trouvait la décision prise par la direction de la Galileo (la plus grande entreprise industrielle de la région de Florence) de licencier un millier d'ouvriers. Cette décision annoncée dès le mois de novembre, mais qui ne fut rendue effective, au moins à l'encontre de 530 ouvriers, que le 9 janvier, provoqua la riposte immédiate du personnel : grève avec occupation de l'usine qui dura dix-huit jours. Une fois les ouvriers expulsés de l'entreprise par la police, la grève générale fut déclenchée à Florence et l'immense majorité de la population soutint activement les grévistes. De fortes bagarres éclatèrent dans la ville, des camions de la police furent incendiés. Finalement, le mouvement s'arrêta sur la promesse faite par la Galileo de réexaminer le problème des licenciements et, comme on le verra, défaite et victoire furent partagées dans les deux camps.

Le conflit de la Galileo est le plus important qui se soit produit depuis le début de l'année, avec celui de Fives-Lille en France et celui de Borinage en Belgique. Il est en outre significatif que par certains de ses traits, il s'apparente à ces deux derniers mouvements. A la fois, il a un caractère singulier qui tient à la situation de l'Italie et il illustre, croyons-nous, certaines difficultés propres aux capitalismes européens, qui, face à une concurrence internationale plus pressante par l'institution du marché commun, entraînés dans une nouvelle révolution industrielle, cherchent à se réorganiser. Nous avons donc pensé qu'il serait utile de recueillir des informations sur ce conflit. Celles que nous communiquons ont été, pour une large part, données

par un camarade italien qui travaille à la Galileo, que deux membres d'I.L.O. ont rencontré lors d'un voyage en Italie.

UN PREMIER ASPECT DU CONFLIT :

LES DIFFICULTÉS DE LA GALILEO.

La Galileo appartient à l'un des plus puissants groupes monopolistiques italiens, la SADE (Société Adriatique d'Electricité), l'une des quarante sociétés, dont une enquête menée en 1954 a révélé qu'elles contrôlaient ensemble les deux tiers du capital privé national. La SADE qui contrôle le secteur de l'énergie électrique en Italie du Nord, possède en outre plusieurs usines de textile, une chaîne d'hôtels en Emilie, et participe financièrement à diverses autres firmes importantes. La société semble ne s'être jamais intéressé à la Galileo que d'un point de vue strictement financier. Elle n'a jamais mené une politique d'investissements, considérant comme sacrifiés les capitaux destinés à une extension de la production et à une rationalisation de l'entreprise. Au lendemain de la dernière guerre, la SADE imaginait relancer la Galileo sur un programme très restreint de production, avec un personnel de quelques centaines de travailleurs seulement : la situation sociale et politique d'alors permit aux représentants du personnel, qui détenaient l'autorité de fait dans l'usine, d'étendre considérablement ses activités. La fabrication de machines textiles permit notamment à la Galileo de se développer et de conquérir une position très forte sur le marché national.

Mais l'absence d'une planification des activités s'est faite de plus en plus sentir : l'entreprise souffre de la dispersion de ses branches de production, et dans bien des cas, de la pagaye de ses méthodes.

La Galileo offre, en effet, une gamme de production étonnamment variée qui la rend particulièrement vulnérable. Elle comprend :

- un secteur d'équipement textile (fabrication de machines de divers types automatiques et semi-automatiques, pour filer la laine, le coton et la soie) ;

- un secteur électricité (fabrication d'instruments de mesure et de contrôle (ampèremètres, voltemètres, wattmètres, oscillographes, compteurs, etc..)) ;

- un secteur optique (fabrication de lentilles de toutes sortes, de microscopes, télescopes, appareils de laboratoire de haute précision) ;

- un secteur de fabrication pour l'armée (radars, télé-

commandes, appareils de réglage de tir...) ;

- enfin, elle fabrique des compteurs à gaz, des prototypes d'appareils destinés à réaliser l'aération conditionnée des habitations civiles, des machines à compter les votes pour les élections, etc...).

A cette variété de branches de production correspond une grande inégalité dans les méthodes de travail ; tandis que certains secteurs sont hautement rationalisés, certains ateliers continuent de travailler d'une manière artisanale.

D'autre part, la diversité des productions de petite série ou de prototypes est très coûteuse pour l'entreprise. En outre, certaines fabrications s'avèrent de toute évidence artificielles, imposées par la SADE (par exemple, celle de compteurs à gaz) dans l'intérêt d'autres entreprises qu'elle possède. A cela s'ajoutent encore, à la Galileo, les perturbations entraînées par les commandes militaires qui ne sont jamais réalisées qu'au prix de formalités tracassières qui paralysent la vie des bureaux et gonflent leurs effectifs.

En ce qui concerne le secteur textile qui est le plus avancé (et qui donne à la Galileo la première place sur le marché national), les ouvriers dénoncent le défaut d'organisation sur toute une série de points, notamment l'absence d'un service technologique qui étudierait les matériaux employés, la normalisation et calculerait les tolérances (aujourd'hui 30 à 40% des pièces de détail doivent être retouchées).

La conséquence de la situation actuelle est que les coûts de production sont très élevés. En dépit d'une amélioration considérable de la productivité, durant les dernières années, dans le secteur des machines textiles, les coûts n'ont fait que s'alourdir. Il faut compter que le coût global de l'heure productive se trouve augmentée d'environ 250 à 300% par les frais généraux de l'entreprise. Plus généralement, on estime que dans l'ensemble de l'usine, les heures de production effectives représentent à peine la moitié des heures de travail du personnel. Et on évalue autour de 2000 lires le coût d'une heure productive, ceci en dépit de ce que le chiffre d'affaires de la Galileo atteigne 8 milliards et demi de lires (1)

(1) Cette critique de l'organisation de l'entreprise a fait l'objet d'un court document présenté par la Commission interne, lors des négociations officielles. Nous reviendrons amplement, dans un prochain bulletin d'I.L.O. sur la nature des commissions internes. Disons tout de suite qu'elles sont élues dans l'usine par tous les ouvriers syndiqués ou non, et que n'importe quelle liste de candidats peut se proposer, qu'elle soit présentée par un syndicat ou non.

C'est évidemment pour corriger ce gaspillage depuis longtemps sensible, que le monopole a décidé de réaliser des économies massives. Et, comme il arrive dans de si nombreux cas, la solution immédiatement retenue consiste à pratiquer des coupes sombres dans le personnel. Or, il apparaît que si certains ateliers devaient effectivement subir des compressions, les ouvriers pouvaient être reclassés dans les départements des machines textiles dont l'activité est en pleine expansion, à condition qu'un plan d'ensemble de réorganisation de l'entreprise soit arrêté et que des investissements soient consacrés à l'achat de nouvelles machines.

Sur ce point, il semble bien que l'attitude du monopole réponde à une conjoncture économique particulière. La direction s'est accommodée de coûts de production élevés tant que sa position sur le marché national paraissait incontestée. La qualité et la variété des types de machines produites permettait à la Galileo de tenir une place honorable en face de la concurrence étrangère (américaine, suisse, anglaise et belge). Mais l'accélération de la concurrence internationale avec l'entrée en vigueur du marché commun repose d'une manière brutale sur la réduction des coûts de production. Reculant devant un programme d'investissements et d'expansion à long terme, parce que cherchant à tirer de la Galileo le maximum de bénéfices financiers immédiats, la SADE a réagi par une offensive contre le personnel.

UN SECOND ASPECT DU CONFLIT :

RAPPORTS D'UN MONOPOLE AVEC L'ETAT.

Cependant, le projet de licencier un millier d'ouvriers a paru, aux yeux de tous, excéder de beaucoup les nécessités que la direction invoquait. Tout se passait comme si celle-ci, profitant d'une situation donnée, doublait la mise. Derrière cette attitude, il y a, semble-t-il, un vaste chantage qui illustre assez bien certains aspects des rapports d'un monopole avec l'Etat. La SADE a, en effet, usé de la menace d'un licenciement massif du personnel, à deux reprises, pour faire céder le gouvernement dans d'importantes tractations économiques. La première fois, il s'agissait d'obtenir une garantie financière de l'Etat pour une grosse commande de machines textiles (de l'ordre de deux millions de dollars), passée par la Turquie. La SADE arguait que l'Etat turc n'était pas solvable, qu'elle ne pouvait prendre des risques aussi considérables et qu'à défaut d'une garantie gouvernementale, elle serait dans l'obligation de renvoyer une partie importante du personnel. L'époque de ce chantage était particulièrement bien choisie : les élections du mois de mai approchaient et la démocratie chrétienne se souciait de ne pas provoquer un mécontentement à Florence qui pouvait dégénérer en crise sociale.

A peine résolue cette question, des tractations du même ordre reprirent, cette fois à propos de commandes militaires. Il s'agissait d'obtenir pour la Galileo la fabrication de diverses pièces intéressant des missiles. L'entreprise affirma de nouveau que si elle était privée de ces commandes, elle se trouverait contrainte de procéder à d'importants licenciements. Les pourparlers entre le gouvernement et la SADE traînèrent de mai à novembre. Finalement, l'Etat-Major s'opposa à ce que la Galileo, considérée comme mal outillée pour ce type de fabrication, reçut les commandes. Presque aussitôt, le 14 novembre, la décision fut annoncée de mettre à pied, sans délai, 980 ouvriers.

Episode significatif, car il montre comment les pressions politiques et sociales (menace d'embarrasser le gouvernement par un conflit) se greffent sur les pressions traditionnelles (utilisation d'hommes politiques ou de hauts fonctionnaires) dans la stratégie d'une grosse firme en face de l'Etat.

UN TROISIEME ASPECT DU CONFLIT :

LA CRISE DE FLORENCE.

On ne comprendrait pas toutefois l'ampleur atteinte par le conflit de la Galileo, qui a embrasé Florence et provoqué la grève générale, si l'on ne prenait en considération la situation économique de la Toscane et, par delà, certains traits du capitalisme italien.

Comme nous l'avons dit, la Galileo est le dernier complexe de production d'une certaine envergure qui subsiste dans la région. Récemment encore, on a vu disparaître des entreprises qui avaient conservé une certaine importance comme la Pignone. L'offensive menée contre le personnel de la Galileo est donc apparue à la population comme une offensive menée contre le dernier bastion industriel de Florence.

Les difficultés que rencontre la Galileo sont donc aussi une expression particulière d'un phénomène général de décadence de l'économie florentine. Cette décadence remonte à loin. Elle s'est traduite dès le début du siècle par une incapacité à s'adapter au cours de la seconde révolution industrielle, et en conséquence par une subordination croissante des entreprises toscanes à la grande industrie du nord. Les tentatives pour faire démarrer une grosse industrie (une des toutes premières usines d'automobiles a été créée à Florence) ont rapidement échoué. Les grands monopoles établis dans le Nord, à Milan, à Turin, à Gènes, ont absorbé progressivement la plupart des entreprises toscanes; des dizaines et des dizaines d'entre elles ont été ruinées, tandis que les autres se trouvaient transformées en établissements complémentaires des grandes unités de production du Nord. Ne

sont demeurés formellement indépendants que des secteurs de l'artisanat et du petit commerce (fabriques de cuir, de mosaïque, de tapisseries, de bijouterie...) La cause de cette décadence tient-elle à la mentalité de la bourgeoisie florentine, soucieuse de prendre le minimum de risques dans l'industrie et étroitement liée aux propriétaires fonciers ? Quoi qu'il en soit, le phénomène caractéristique de concentration du capital ne s'est pas produit à Florence ; on a seulement assisté à une centralisation des capitaux qui mettait les fabriques sous la dépendance de groupes financiers monopolistiques étrangers à la région.

Les fabriques qui sont maintenues dans des secteurs d'activité complémentaires, orientées vers la production en petite série, travaillant avec des coûts élevés, contraintes, pour écouler leurs produits, de passer par des instituts de vente sous la coupe du monopole (c'est le cas notamment de la Galileo qui n'a pratiquement pas de service commercial) sont entièrement à la merci des groupes qui les dirigent et exposées à être, à leur tour, sacrifiées, dès qu'elles n'apparaissent plus suffisamment rentables d'un point de vue financier.

Dernière étape de leur domination sur une région dont ils ont délibérément entravé le développement : les monopoles n'hésitent pas à tailler dans leur propre domaine, en réduisant ou supprimant des établissements subsidiaires, désormais incompatibles avec l'exigence d'une concentration de toutes les énergies productives. Alors n'entre en ligne de compte aucune considération portant sur la capacité productive des entreprises, la qualification professionnelle du personnel, ou même les possibilités offertes d'une modernisation et d'une expansion de la production. Le point de vue du groupe financier dominant, par exemple celui de la SADE, s'impose brutalement aux dépens des intérêts, non seulement des ouvriers (cela va de soi) mais de l'entreprise régionale en tant que telle.

Ce n'est donc pas un hasard, répétons-le, si la grève de la Galileo a provoqué un très actif mouvement de solidarité dans toutes les couches de la population. La plupart des formations politiques ont stigmatisé les licenciements ; l'adjoint de l'évêque de Florence a pris fait et cause pour les manifestants contre la police ; des institutions religieuses ont envoyé des vêtements et de la nourriture aux grévistes ; les étudiants ont projeté de faire une grève de la faim. Des fonds ont été collectés pour le personnel de la Galileo qui ont atteint plus de 9 millions de lires. Certes, dans ce mouvement a joué une solidarité de classe, qui s'est étendue bien au-delà de Florence, comme en témoignent les secours envoyés par des usines de toute l'Italie. Mais il n'en demeure pas moins significatif que de larges secteurs de la population ont senti la menace que fait peser sur la région toscane, depuis longtemps en voie d'asphyxie, la nouvelle révolution économique qui est en train de s'opérer.

En Italie, beaucoup plus qu'en France, parce que le déséquilibre régional y est infiniment plus sensible, le processus de concentration et de rationalisation industrielle semble devoir accentuer encore les inégalités de développement et les antagonismes sociaux ; bref accélérer la crise de structure de l'économie, bien plutôt que de contribuer à la résoudre.

LA TRADITION DE LUTTE DES OUVRIERS DE LA GALILEO.
LE RESULTAT DE LA GREVE.

C'est l'annonce d'une reprise des pourparlers entre la direction et les délégués ouvriers qui a mis fin à la grève de la Galileo. Les ouvriers étant revenus au travail, la direction a changé de tactique. Elle a lancé une campagne de démissions volontaires, offrant à ceux qui acceptaient de quitter l'usine, une somme équivalant à huit mois de salaire, en plus de leur indemnité de licenciement. 319 membres du personnel ont accepté cette solution. Une centaine d'ouvriers furent reclassés à l'intérieur même de l'entreprise et un certain nombre d'autres dans des entreprises de la région. Le nombre des licenciés se réduisit finalement à 64. Le résultat de la grève est donc indécis. On ne peut dire qu'elle se solde par un échec. Non seulement, la direction a fait des concessions importantes, mais le poids de ces concessions apparaît mieux si l'on considère les rapports de force qui règnent en Italie, depuis des années, entre ouvriers et patrons, et qui sont partout en faveur de ces derniers.

Dans un pays où il y a plus de deux millions de chômeurs déclarés et quelques millions de chômeurs partiels, la situation ne permet guère aux ouvriers de faire grève sans courir le risque de voir leur place occupée par d'autres ; elle permet aux patrons de se débarrasser impunément des éléments les plus combattifs dans leurs entreprises (1).

A cet égard, l'histoire récente de la Galileo est suffisamment significative.

Depuis 1952, date à laquelle la SADE a repris en main la gestion directe de l'usine (elle avait dû laisser jusque là un communiste au poste de directeur), tous les avantages qu'avaient conquis les ouvriers au lendemain de la guerre ont été annulés. La direction a dénoncé les contrats qui assuraient périodiquement une revalorisation des salaires ; elle a institué un régime de discrimination qui lui permet d'accorder des augmentations et

(1) Dans un I.L.O. que nous consacrerons prochainement au cas de la Fiat, nous montrerons quels sont les procédés dont use le patronat pour se débarrasser des éléments combattifs.

des avantages en fonction de la conduite des ouvriers ; elle a repris le contrôle d'une coopérative (à la fois organisme d'assistance sociale, cantine et université ouvrière) que géraient les représentants du personnel ; elle a isolé dans certains ateliers, séparés de l'usine-mère, les éléments qu'elle jugeait les plus dangereux. Elle a, en outre, tiré le plus grand bénéfice de la scission syndicale, en soutenant les minorités dociles et en évinçant systématiquement la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) des négociations et des accords.

Dans un tel climat où le patron fait régner sa loi, a éclaté la grève de janvier dernier. Son importance et son ampleur s'en trouvent soulignées. Et l'enseignement qu'elle apporte est fort clair : si les ouvriers de la Galileo ont pu contraindre la direction à des concessions substantielles, dans une situation pourtant défavorable, c'est qu'ils ont fait preuve d'une unité et d'une résolution dans la lutte qui a privé le patronat de ses habituelles manoeuvres. L'usine occupée, il n'était pas question d'y faire entrer des jaunes ; la grève ne pouvait pas non plus s'effriter, comme il arrive trop souvent quand la masse du personnel se contente de rester chez soi et de suivre de loin, par la presse et la radio, l'évolution du conflit, quand quelque meeting syndical réuni à la hâte est censé traduire la volonté ouvrière.

Un second enseignement, c'est que les ouvriers italiens, divisés comme les ouvriers français par une scission syndicale, et dont une large part se sont peu à peu dégoûtés des grèves, à force d'avoir été entraînés par les stalinien, à en faire pour la défense d'intérêts qui n'étaient pas les leurs, sont capables de reconstituer un front de classe uni, quand ils sentent que leurs conditions d'existence sont en jeu. Tout se passe, alors, comme si la lutte politique traditionnelle que les syndicats cherchent à développer dans l'usine était sans importance et sans signification réelle. La lutte ouvrière trouve par elle-même sa forme convenable et s'arrête sur une estimation réaliste de ce qu'il est possible d'obtenir.

Le dernier enseignement, c'est qu'un mouvement aussi résolu ne se produit le plus souvent que là où existe une tradition de lutte. Ce n'est pas un hasard si la Galileo a un passé riche de combats révolutionnaires. Déjà en 1920-21, à l'époque où des conseils ouvriers naissaient à Turin, l'usine fut occupée et dirigée pendant un temps par le personnel. Pendant la dernière guerre, la résistance au fascisme fut très vigoureuse et la Galileo fut l'une des rares usines qui déclancha une grève sous l'occupation allemande (en 1943). N'est-ce pas le signe que là où il a existé longtemps un foyer actif de lutte, subsiste, à travers les périodes de répression ou de démoralisation, une opposition diffuse, toujours prête à se réveiller et à renouer avec l'expérience du passé.
